

RIS Inclusion – 5 avril 2018



17 collègues étaient présent-es pour aborder une thématique de plus en plus centrale dans notre quotidien : **l'inclusion scolaire**.

Des échanges très riches qui ont abouti à des constats et des propositions que le SNUipp-FSU33 portera auprès de la DSDEN.

Quelle politique inclusive ?

Nous avons essayé de définir le profil d'un élève orienté en ULIS et posé le problème du handicap social.

Au cours des échanges, nous avons soulevé la manière dont est mise en place l'inclusion scolaire dans notre département, et notamment la **vision restrictive** impulsée par l'administration, qui vise à mettre les élèves dans des « cases ».

Pour nous, l'école inclusive doit avant tout reposer sur les **besoins des élèves**, et non sur l'origine de leurs difficultés.

Nous faisons face à une hiérarchie qui refuse les double notifications, ce qui met en difficulté élèves et enseignant-es.

Cela démontre également le peu de confiance qui est accordée aux enseignant-es. Dans la pratique, cela empêche les enseignant-es de mettre en place des parcours adaptés aux élèves. Par exemple, des élèves d'ULIS collège ne peuvent plus bénéficier d'inclusion en SEGPA, alors même que ces inclusions sont proposées par les enseignant-es en fonction de leur connaissance de l'élève et de son projet.

Nous sommes obligé-es de faire du « cousu main » pour ces élèves, et refusons de les enfermer dans des cases.

Nous demandons à retrouver toute la liberté pédagogique dont nous avons besoin pour permettre de réussir l'école inclusive, et cela passe bien évidemment par une démonstration de confiance envers les enseignant-es.

Quels moyens pour l'inclusion ?

Nous avons fait le constat que les moyens qui nous sont donnés pour permettre l'inclusion de nos élèves sont largement en-dessous de ce qu'il faudrait pour offrir à tous des conditions d'accueil et de travail dignes.

La souffrance des élèves ordinaires et des enseignants a été pointée à plusieurs reprises.

Voici quelques extraits :

" On fait vivre des situations douloureuses aux autres élèves"

"Il faut parvenir à un accueil respectueux des besoins de chaque élève"

"Que pensent les parents de la classe suite aux retours de leur enfant sur la vie de la classe ? Ne pourraient-ils pas nous aider à demander une personne supplémentaire ?"

Des écoles ont envoyé des **fiches au CHSCT** par l'intermédiaire du RSST (Registre Santé et Sécurité au Travail) suite à des situations avec des élèves très difficiles mais n'ont jamais eu de retour.

Nous avons pointé le fait que parfois les soins sont prioritaires par rapport à une scolarité à temps complet.

L'augmentation des élèves à besoins éducatifs particuliers dans les classes multiplie le nombre d'EE et d'ESS, ce qui rend le travail des enseignants référents et des psychologues scolaires très compliqué. Les psychologues manquent de temps pour les autres missions et certaines écoles rurales ne voient pas ou très peu le ou la psychologue.

En outre, nous nous interrogeons sur les moyens supplémentaires qui vont être alloués pour l'inclusion des élèves ayant des troubles du spectre autistique.

En termes de temps

Nous demandons :

- des **temps de régulation**, associant toutes les personnes prenant partie dans l'inclusion scolaire de l'élève (enseignant-es, AVS...)
- des **temps de mutualisation**, sur le temps d'APC
- des **temps pour faire le lien** avec les halte garderies, les crèches et travailler en amont afin de mettre en place un cheminement vers des soins, cheminement aidant pour les parents
- des **temps de concertation** entre les enseignant-es et les différents partenaires du médico-social
- des délais plus longs pour la constitution des dossiers par les enseignant-es, notamment des dossiers pour les orientations en SEGPA

En termes de conditions de travail

Nous demandons :

- une **baisse des effectifs** dans les écoles ayant une ULIS ou dans les écoles incluant des élèves en situation de handicap
- une **décharge** plus importante pour les directrices et directeurs de ces écoles
- une **AVS collective** par école (en maternelle) où des élèves sont en inclusions
- **un-e enseignant-e supplémentaire** dans ces écoles, en favorisant les postes aménagés
- des moyens de **remplacement** pour les AVS, afin d'assurer l'accompagnement des élèves sans interruption
- des moyens de remplacement pour les enseignant-es sur les temps d'ESS ou EE
- un ré-abondement des **RASED**, pour un maillage territorial plus juste

En termes de formation

Nous demandons :

- une **formation** pour les enseignant-es sur les élèves à besoins éducatifs particuliers
- un **accompagnement** sur les écrits professionnels en lien avec l'inclusion (GEVASCO, PPS...)
- un moment institutionnalisé de **mutualisation** des réponses pédagogiques possibles dans des situations difficiles.
- une **formation** renforcée pour les AVS, formation initiale et formation en cours de contrat.